

# MESSAGER DE TAHITI

*Journal Officiel des Établissements français de l'Océanie,*

PARAISSANT TOUS LES SAMEDIS A 3 HEURES DU SOIR.

MATAMATI 19. — N° 25.

TE VEA NO TAHITI.

Mohana mat 18 iunio 1870.

Prix de l'abonnement : 1 franc 50.  
Dues...  
Six mois...  
Trente mois...  
Un an... 10 francs.

On envoie 10 centimes.

Pour les Abonnements et les Annonces, s'adresser  
INTÉRIEUR DU GOUVERNEMENT.

Prix des Annonces (à la page) :  
Les papier-décalques... 30 centimes.  
Avec dessin de 20 lignes... 25 id.  
Les messages recommandés se joignent la moitié du prix  
de la première partie.

## SOMMAIRE.

Renseignements statistiques...  
Arrêté : concernant la délibération et règles de discipline imposées aux délinquants devant les tribunaux du Protectorat... — Établissement d'un droit fixe sur l'émission des doubles minutes de jugement destinées au dépôt des archives générales à Paris... — Promotions... — Nominations... — Arrêté de la haute-cour militaire : nomination des juges qui seront nommés devant la haute-cour militaire à la prochaine session... — Mouvements du port... — Annonces.

## Renseignements nautiques.

Le contre-amiral Chod, commandant en chef la division navale du Pacifique, fait connaître la position d'un phare établi au port de Caquimbe, depuis le 1<sup>er</sup> juin 1868, et située près de la pointe Tarioga, à 1/2 mille à l'Ouest, 21° 20' Sud de l'écliptique des origines qui seront apposées devant la banque des échelles de la prochaine session.

Feu fixe blanc, varié par des éclats de 15 secondes, de quatrième ordre, d'une portée moyenne de 12 milles.

Latitude... 20° 46' 20" Sud.

Longitude... 79° 41' 39" Ouest.

Hauteur du feu au-dessus du niveau de la mer, 22 mètres.

Au-dessus du sol, 9 mètres.

La tour est en bois de forme cubique, peinte en blanc, ainsi que la maison du gardien, sur le sommet de laquelle elle est placée.

## RELÈVEMENTS.

La pointe N. de Teutibus est au 17° 0' du phare ; distance, 6 milles

entre la pointe N. et le phare.

Le Fanfou du large N. 52° 0' à un mille

du compass.

Les roches Pajaro Niut N. 71° 0'.

Boussole : Marquage S. 80° 0'.

Le Pointe Teutibus 18° 30' 0'.

Le feu ne peut être visible dans ce dernier relèvement, étant caché par une peña de roches. Au navire verrà le feu au 5. 60° 0' du compass.

## Rapport à M. le Commandant Commissaire Impérial.

Par arrêté de M. le Commandant Commissaire Impérial en date du 25 mai dernier, des défenseurs ont été institués près les tribunaux de Papeete dans les conditions prévues par l'article 47 du décret du 18 octobre 1868.

Les défenseurs exercent à la fois les principales fonctions de l'avocat et de l'avocat, il devient nécessaire de les soumettre aux principales obligations et règles de discipline imposées à ces derniers.

Le projet d'arrêté soumis au conseil résume les dispositions générales de la loi française sur la matière, et notamment de l'ordonnance du 34 septembre 1833 concernant l'organisation judiciaire dans les colonies de la Martinique et de la Guadeloupe. Il semble inutile de faire ressortir les considérations qui ont amené la rédaction, article par article, de ce travail, qui ne contient que l'application du droit commun à l'institution nouvellement créée à Tahiti.

Papeete, le 11 juillet 1870.

Le Procureur Impérial, Chef du service judiciaire,  
Bolzert.

Nous, Commandant des Établissements français de l'Océanie, Commissaire Impérial aux îles de la Société,

Vu notre arrêté en date du 25 mai dernier, portant institution de défenseurs près les tribunaux du Protectorat ;

Considérant que les défenseurs étant investis des attributions principales de l'avocat et de l'avocat, doivent être soumis aux obligations et règles générales de la discipline imposées à ces derniers ;

Vu l'article 10 du décret du 18 octobre 1868 :

Sur le rapport du procureur impérial, chef du service judiciaire ;

Le Conseil d'administration entendu,

AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS, nous approuvant de S. Ex. le Ministre de la marine, les colonies :

Art. 1<sup>e</sup>. L'exercice de la profession de défenseur est incompatible avec les places de l'ordre judiciaire, avec les fonctions administratives ou réglementaires, celles de greffier-notaire ou d'huissier.

Art. 2. Les défenseurs sont tenus, sous peine d'être remplacés, de résider à Papeete.

Art. 3. Avant d'entrer en fonction, ils présentent devant le tribunal supérieur le serment prescrit par l'article 14 du décret du 5 avril 1832.

Art. 4. Les défenseurs porteront à l'audience la robe d'étoffe noire fermée et la toque en laine bordée de velours. Lorsqu'ils assisteront à la séance, ils auront le droit de porter de chausse.

Art. 5. Les défenseurs exerceront librement leur ministère pour la défense de la justice et de la vérité ; mais ils devront s'abstenir de toute opposition dans les faits, de toute surprise dans les citations ou autres mauvaises voies, même de leurs discours finitifs et superficiels.

Art. 6. Il leur est défendu de se livrer à des injures et à des personnes offensantes envers les parties ou leur défenseur, d'avancer son avis, ou contre l'honneur, la réputation des parties, à moins que la nécessité de la cause ne l'exige, et qu'il n'en ait charge express de leurs clients.

Art. 7. Il leur est enjoint parcelllement de ne jamais réciter, soit dans leurs discours, soit dans leurs écrits, du respect dû à la religion et à la justice ; de ne point attaquer les principes de l'Empire, du système constitutif du Gouvernement du Protectorat, les lois, ordonnances, arrêts ou règlements régulièrement publiés, comme ils ne peuvent manquer au respect des deux magistrats devant lesquels ils écoutent.

Art. 8. Il est expressément défendu aux défenseurs de recevoir aucune somme des parties sans en donner des reçus détaillés, et de se livrer à des opérations de commerce.

Art. 9. Il est interdit aux défenseurs de se rendre consolatoires d'aucun droit successif, de faire entre eux aucune association, et d'occuper sous le nom d'un autre, pour les parties qui auraient des intérêts différents ou contraires.

Art. 10. Les défenseurs sont astreints directement sous la discipline du procureur impérial, chef du service judiciaire, qui le cas échéant, prononcera contre eux, après les avoir entendus, le rappel à l'ordre, la censure simple, la censure avec réprimande, et leur donne tout avertissement qu'il juge convenable.

À l'égard des peines plus graves, telles que la suspension ou la destitution, le chef du service judiciaire fait d'effice, ou sur les réclamations des parties, les propositions qu'il juge nécessaires, et le Commandant Commissaire Impérial statue, après avoir pris l'avis des tribunaux qui entendent, dans la chambre du conseil, le défenseur inculpé.

Art. 11. Si les défenseurs s'entretiennent à l'audience, ou dans les mémoires produits au procès, des devoirs qui leur sont prescrits, les tribunaux pourront, suivant l'exigence des cas, d'effice ou à la réquisition du ministère public, leur appliquer sur-le-champ l'une des peines de discipline suivantes :

L'avertissement,  
La réprimande,  
L'interdiction, qui ne pourra excéder une année.

Les tribunaux pourront en outre proposer au Commandant Commissaire Impérial la destitution des défenseurs contre lesquels ils auront prononcé l'interdiction. Ces peines seront prononcées sans préjudice de poursuites extraordinaires qui y lie.

Art. 12. Dans le cas où le jugement d'un tribunal de première instance prononcerait l'interdiction d'un défenseur d'un mois, le chef du service judiciaire peut, pour cause d'empêchement, reporter devant le tribunal supérieur.

Art. 13. Les émoluments accordés aux défenseurs sont réglés conformément à l'article 6 de l'arrêté du 23 mars 1869.

Art. 14. Les défenseurs pourront être soumis à un cautionnement qui sera ultérieurement déterminé.

Art. 15. Le procureur impérial, chef du service judiciaire, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où bon sera, publié au *Messager* et inséré au *Bulletin officiel des Établissements*.

Papeete, le 16 juin 1870.

DE JOUSLARD.

Par le Commandant Commissaire Impérial :

Le Chef du service judiciaire,  
Bolzert.

Nous, Commandant des Établissements français de l'Océanie, Commissaire Impérial aux îles de la Société,

Vu l'article 4 de l'arrêté du 28 juin 1869 prescrivant d'établir les doubles minutes de tous les jugements et arrêts rendus en matière civile, commerciale et corréctionnelle, pour l'envoi en écrit, fait au greffe des archives générales à Paris.

Attestons que l'établissement de ces doubles minutes et leur envoi au greffe des archives sont faits dans l'intérêt des parties, et qu'il est juste de leur faire payer à ce titre un droit fixe dont l'édit du mois de juin 1876 prescrit d'ailleurs la perception ;

Vu l'article 1<sup>e</sup> du décret du 30 janvier 1867 :

Sur le rapport de l'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur et du avis du procureur impérial, chef du service judiciaire ;

Le Conseil d'administration entendu,

AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS, de nos ordres :

Art. 1<sup>e</sup>. A partir du 1<sup>er</sup> juillet 1870, se perce un droit fixe, au profit du service Local, sur les doubles minutes de tous les jugements et arrêts rendus en matière civile, commerciale, criminelle et correctionnelle, établie en exécution de l'arrêté du 28 juin 1869.

Ce droit est fixé à deux francs cinquante centimes par rôle contenant deux pages de 24 lignes chacune, et la ligne au moins de 15 syllabes.

Art. 2. Le receveur de l'enregistrement percevra le droit ci-dessous établi en même temps que les droits d'enregistrement.

Art. 3. L'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où bon sera, publié au *Messager* et inséré au *Bulletin officiel des Établissements*.

Papeete, le 16 juillet 1870.

DE JOUSLARD.

Par le Commandant Commissaire Impérial :

Pour l'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur p.t. empêché  
et par écrit,

L'ordonnateur,

F. Latour.

Le 16 mars 1870 en date du 16 mars 1870, M. Augend (Antoine-Louis-Augustin), lieutenant en premier d'artillerie de marine et grade de capitaine en second.

Le 16 mars 1870 en date du même jour, M. Léonard (Arthur-François-Léonard), lieutenant en second d'artillerie de marine, en garnison à Tahiti, a été nommé lieutenant en premier.

Le 16 mars 1870 en date du 9 février 1870, M. D'Argon de la Contee (Edmond-Joseph), comme de marin à Tahiti, a été promu au grade d'aide-commissaire.

Par arrêté du M. le Commandant Commissaire Impérial en date du 11 juin 1870, M. Bonnet, médecin à Papeete, est désigné pour siéger pendant le reste de l'année comme assesseur au tribunal supérieur constitué en tribunal criminel, en remplacement de M. La Barraque, démissionnaire, pour cause de départ.

#### ADMINISTRATION DE LA MARINE

Les samedis 18 juin, mercredi 22 et vendredi 25 du même mois, l'artillerie exécuteurs, à la batterie de l'Embuscade, le tir des pièces de cité sur un blanc placé sur une rive située à l'est de Motu-Uta.

Les mercredis 22 et vendredi 25, la batterie de Motu-Uta tirera en même temps que la batterie de l'Embuscade.

Ces tirs auront lieu à partir de 6 heures 1/4 du matin, et seront annoncés par un coup de canon à poudre tiré à 6 heures.

Un drapéau rouge hissé au mât de la batterie de l'Embuscade indiquera le commencement de chaque salve.

#### ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

##### HAUTE-COUR TAÏTHIENNE.

##### Première Session de l'année 1870

###### PRÉSIDENCE DE M. DU RAHUNO DU LISCONT.

Judicature sur le 20 Janvier 1870.

N° 360 — Entre Faipapua à Puna, femme d'Afaraiuru, coiffure, dentelle, et Arevaa, femme de Teaua, dentelle en perles, et également pour elle seule, coiffure; Et Arevaa Maono, représentante par son père Hauhau, coiffure, dentelle de cheveux et manches à Papara, épouse pour les deux, intime.

Statuant sur l'appel interjeté, le 13 septembre 1869, par la nommée Faipapua à Puna, contre le jugement du conseil de district d'Atuamano-Papara, rendu le 6 mai 1869, qui la déboute de toutes prétentions sur les terres Teaua et Afaraiuru, ainsi qu'à Papara, et les adjuge en totalité à Arevaa à Maono;

Attendu que cet appel est réglé en la forme;

Statuant sur le fond:

Vu le jugement du 6 mai 1869 du conseil de district de Papara, dont cet appelle;

Où les conclusions de l'opposante tendent à l'annulation du jugement attaqué et à faire de court que les terres Teaua et Afaraiuru soient aux deux nommées Arevaa et Maono;

Où l'intimé en ses moyens de défense ayant pour objet le maintien du jugement du 6 mai 1869, et s'appuyant également sur des inscriptions faites en 1852;

Où le procureur impérial en ses conclusions;

Considérant qu'il résulte des inscriptions produites par les parties adverses, et qui se trouvent inscrites depuis 1852, que les deux terres Teaua et Afaraiuru, objet du litige, ont été inscrites au nom de la nommée Penitua Tata à Arevaa, et que, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1858 jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1863, lesdites inscriptions n'ont donné lieu à aucune réclamation;

Considérant, dès lors, qu'aux termes de l'article 4 de la loi du 4 avril 1866, lesdites terres sont devenues la propriété de celui auquel elles sont inscrites;

Considérant que la nommée Penitua Tata à Arevaa, propriétaire desdites terres, est décédée en laissant pour héritier direct son fils Arevaa à Maono, intime;

Par ces motifs,  
La cour, après en avoir délibéré, reçoit l'appel interjeté par la nommée Faipapua à Puna par la date du 13 septembre 1869;

Confirme toutefois purement

et simplement le jugement du district d'Atuamano-Papara du 6 mai 1869, dont cet appelle;

Dit, par suite, que les deux terres Teaua et Afaraiuru sont la propriété pleine et entière du nommée Arevaa à Maono, et qu'une nouvelle inscription de ces terres soit faite en son nom;

Désouï, en conséquence, la nommée Faipapua à Puna de toute prétention sur lesdites terres, et la condamne à cent francs d'amende et en tous les frais et dépens, tant de première instance que d'appel.

Le 16 mars 1870 à 18 h 00, le maire de Motu-Uta tire le coup de canon à 6 heures, et annonce aux habitants de Motu-Uta que le tir sera fait à 10 h 00.

Le tir sera fait à



